

Bujumbura, les quartiers contestataires se vident de leurs habitants

RFI, 06-07-2015 Burundi : fuite des habitants des quartiers contestataires de Bujumbura Nouveau sommet extraordinaire ce lundi des chefs d'Etat de la communauté est-africaine à Dar es Salaam où il sera question du Burundi et des élections qui ont eu lieu lundi dernier, le 29 juin. Des scrutins très critiqués par la communauté internationale. Et pendant ce temps, à Bujumbura, dans les quartiers qui contestent toujours le troisième mandat du président Nkurunziza, ils sont nombreux à fuir. [Des hommes pris du corps de l'une des six personnes tuées le 1er juillet, lors d'une opération de la police burundaise à Bujumbura, dans le quartier de Mutakura.]

C'est le cas dans la commune de Cibitoke où le 1er juillet, la police avait mené une opération pour « neutraliser un groupe armé » après l'assassinat d'un officier. Au moins six civils avaient été tués. « Nous dormons. Quartier Mutakura, une voiture, des affaires entassées, quasiment jetées, et c'est plusieurs familles s'activent. La plupart refuse de parler : « Nous avons peur. Nous partons avec toutes les affaires. On cherche à où on va aller. Si on veut aller au Congo, au Rwanda, en Tanzanie. C'est terrible. » Dans la même rue, presque toutes les parcelles sont entièrement vides, des maisons, des boutiques : « Il y a beaucoup de maisons vides. Les gens ont beaucoup peur car les policiers peuvent encore venir. Vous avez vu ce qui s'est passé le 1er juillet », justifie un habitant. Le 1er juillet, la police a en effet mené une opération dans le quartier. De 7 heures à 2 heures du matin, les tirs étaient quasi ininterrompus. Les forces de l'ordre disaient combattre un groupe armé qui avait tué l'un de leurs commandants locaux. De l'autre côté de la RN1, c'est le quartier de Cibitoke : « Même nous ici, on est partis. D'habitude, je vis, ne passe pas la nuit parce qu'il y a des fouilles. Il y a des gens qu'on arrête la nuit et on ne sait pas où ils vont. Les jeunes qui restent dans le quartier, c'est dangereux. On peut nous soupçonner de faire partie des jeunes qui ont manifesté et qu'on appelle maintenant des "assaillants". » « Ceux qui fuient, c'est qu'ils ont quelque chose à se reprocher », racontait un officier de police en patrouille dans ces quartiers.